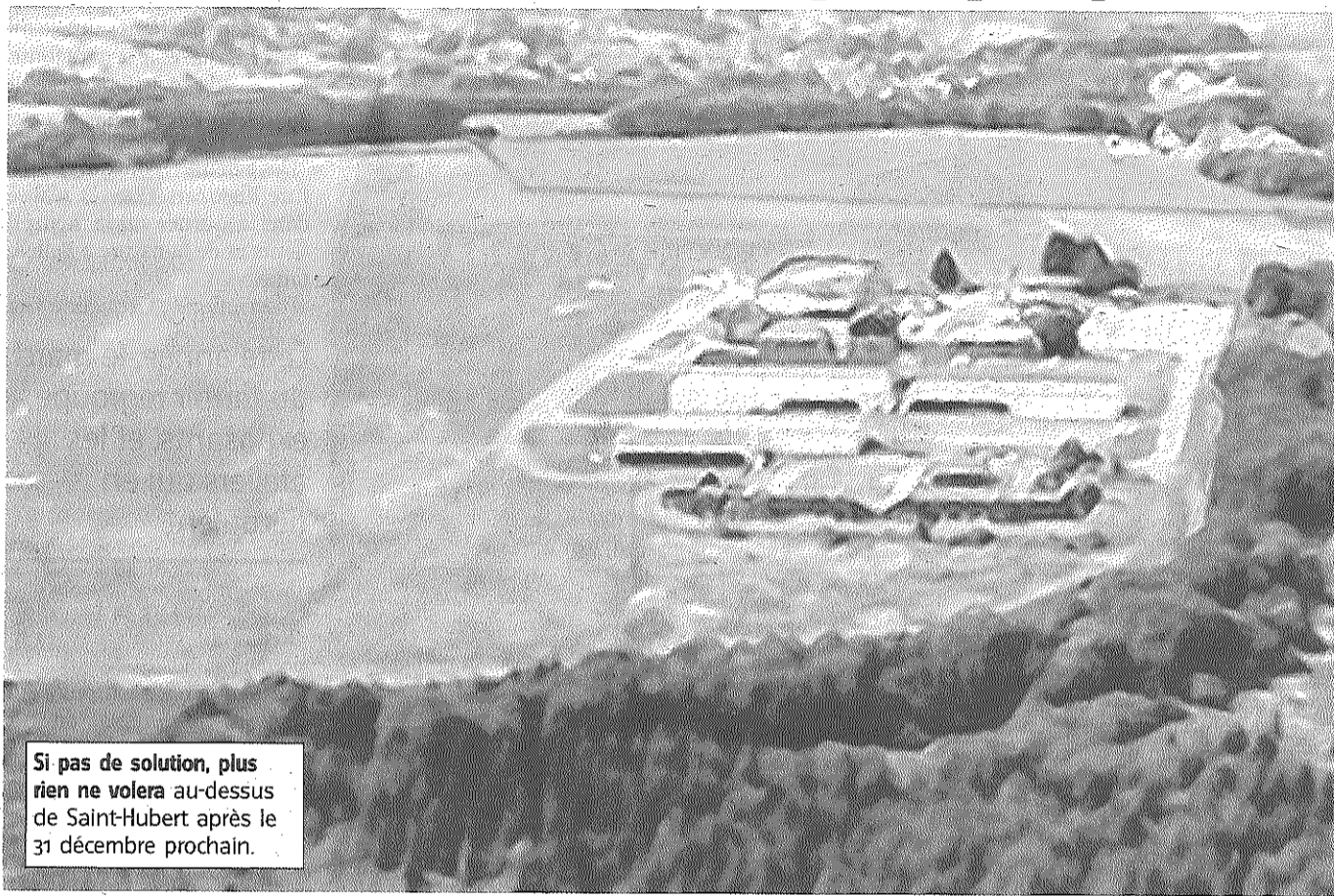


SAINT-HUBERT

Henneaux : « On a écrit au ministre Antoine pour voir ce qu'il propose »



Si pas de solution, plus rien ne volera au-dessus de Saint-Hubert après le 31 décembre prochain.

EdA - 2025146363

La décision d'Idélux de quitter l'aérodrome le 31 décembre met les autorités communales dos au mur. Le maire s'y attendait !

● Lilliane THOMAS

Le couperet est tombé ! Idélux n'aura plus aucun engagement concernant l'aérodrome au 31 décembre 2013 (lire aussi notre édition d'hier).

L'annonce de l'intercommunale en juin dernier a été ressentie par bon nombre de personnes comme une menace et sans plus, pensant qu'il s'agissait d'une manœuvre supplémentaire de la part d'Idélux. Or, le bourgmestre Jean-Luc Henneaux, s'y attendait : « Franchement, je ne vois vraiment pas où ils auraient pu trouver l'argent. À tel point que l'on avait déjà anticipé dès le mois de juin en rencontrant les divers intervenants, Idélux et la SOWAER (Société de gestion des aérodromes de la Région wallonne) ».

« Une situation désastreuse que même certains utilisateurs n'avaient pas envisagée »

« Je pense que tous les utilisateurs, même ceux à la base du recours n'ont pas imaginé qu'un jour le couperet allait tomber et l'aérodrome allait fermer ! » ajoute Jean-Luc Henneaux. Aujourd'hui, c'est la Ville

qui se retrouve dos au mur pour trouver une solution avant le 31 décembre.

Les propos tenus ce week-end par le président d'Idélux sont toutefois rassurants mais pas miraculeux : « Nous avons précisé dans notre délibération que nous ne pouvions toutefois pas dire aux éventuels repreneurs ou à la ville « tirer votre plan avec l'aérodrome ». On a dit et redit au bourgmestre que l'on travaille avec les livres ouverts. Il reste un peu de temps avant le 31 décembre. Cela ne sert à rien de trouver les boucs émissaires même si on sait tout le monde ce qui s'est passé. Il faut maintenant mettre tout le monde autour de la table et essayer de construire. S'il y a un projet crédible derrière tout cela, on peut travailler ensemble pour construire le projet » nous confiait ce samedi, Elie Deblire.

Trois solutions possibles mais dans un court délai

Face à cette situation, le bourgmestre entrevoit trois solutions possibles. « La reprise par la commune ou d'autres personnes ou société, des parts d'Idélux à savoir 70 % vu que la SOWAER en détient 30 %. Il est difficilement concevable que la Commune engage ses finances. En deux, le bail emphytéotique de 2010, prévoit clairement que la SOWAER s'engage à remettre l'aérodrome à niveau et l'exploiter, mais il est lié à un protocole entre la SOWAER et Idélux. Donc là, on risque de partir dans une longue procédure juridique et on dépassera les délais d'exploiter. Alors que la SOWAER

Face à cette situation, le maire entrevoit trois solutions possibles. « La reprise par la commune ou d'autres personnes ou société, des parts d'Idélux à savoir 70 % vu que la SOWAER en détient 30 % », dit-il.

c'est quand même la Région wallonne. On a décidé aujourd'hui au collège d'écrire au ministre Antoine pour le rencontrer rapidement et voir ce qu'il nous propose. Enfin autre solution, essayer de regrouper les utilisateurs actuels et de travailler sur une structure plus légère et moins coûteuse et qui nous permettra de conserver l'activité sur l'aérodrome. Quitte à ce que les utilisateurs se chargent de l'exploitation. En tout

cas, trouver une solution pour réduire très fortement le déficit ».

Cela va s'en dire qu'il va vraiment falloir mobiliser au maximum tout le monde sans quoi, plus rien ne volera au-dessus de Saint-Hubert après le 31 décembre.

L'aérodrome sera à l'ordre du jour du prochain conseil communal prévu le 12 septembre prochain. ■

Le PS + : « On l'avait dit »

Le groupe PS + siégeant dans la minorité s'est fendu d'un communiqué à propos de l'aérodrome.

Le voici : « La décision d'Idélux est une suite logique d'un processus dénoncé par le PS + en mars dernier. Outre les 12 emplois perdus, c'est tout un axe de développement économique qui disparaît. Les auteurs de recours, dont certains ont soutenu publiquement la majorité actuelle, ont pris la responsabilité de ce qui arrive aujourd'hui. Face à

une telle évolution, l'heure est à la recherche d'actions et de projets cohérents pour redonner un avenir à un site qui doit rester un atout communal.

Le groupe PS + demande une réunion spéciale du conseil communal afin de disposer des informations le plus complètes possibles et propose de mettre en place un groupe de travail réunissant l'ensemble des forces politiques de la commune pour élaborer et mettre en œuvre des actions positives. » ■ I.I.